

Chers camarades,

Avant de présenter les questions à débattre lors de ce Conseil national, et qui ont fait l'objet d'un premier échange mardi lors de la réunion du CEN, on peut légitimement ouvrir nos travaux sur l'engagement des communistes au cours des dernières semaines. Alors que le contexte pour ces élections départementales était peu favorable, les efforts de rassemblement, de mobilisation et le travail accompli par notre collectif humain et militant ont produit des résultats. Pas partout, pas toujours, mais là où nous y sommes arrivés, malgré les obstacles – à commencer par le redécoupage des cantons –, ces résultats sont la plus belle des réponses au traitement médiatique dominant dont nous avons fait l'objet, parfois jusqu'à la nausée, avec des reportages et des articles délirants sur le Val-de-Marne dont les politiques publiques d'égalité et d'innovation vont se poursuivre. Il s'en est valu de peu pour qu'il en soit de même dans l'Allier. Ils nous parlaient « derniers bastions », nous répondions par la nature des politiques départementales de solidarité, grande oubliée de cette campagne. Ils nous disaient « vous allez disparaître », en oubliant qu'ils nous avaient déjà fait le coup des chrysanthèmes, on n'a cessé de vouloir faire vivre un espoir de gauche. Car il était très important, et c'est chose faite, de maintenir contre vents et marée – et ça souffle fort – la possibilité de faire autrement, de faire du neuf à gauche.

Nos travaux aujourd'hui et demain porteront, à partir de la situation actuelle, sur notre niveau d'ambition pour la prochaine période. A quel niveau veut-on mettre la barre et quels moyens nous nous donnons pour la franchir ? Parlons franchement de nos objectifs politiques. Nous devons faire face à des réalités politiques et des processus électoraux très préoccupants. Une nouvelle étape vient d'être franchie. Pour éviter le scénario pouvant conduire au retour de la droite ou même au pire, il faut d'urgence que quelque chose se passe à gauche. Comment en sortir par le haut, éviter le risque d'une marginalisation durable des valeurs, des idées, des combats, d'un choix de société progressistes ? Qu'est-il possible d'engager ? Comment refonder un espoir ? Sur quoi ? Avec qui ? A quel rythme, pour quelles échéances ? La prochaine présidentielle va très vite devenir le centre du débat médiatique et politique. Nous en connaissons mieux les poisons

que les délices et nous savons combien cette échéance, qui reste pour une grande partie de l'électorat le moment où les choses se jouent, est déterminante. Même si la V<sup>e</sup> République agonise sous nos yeux sans que, pour autant, le neuf n'émerge. En effet, c'est dans cet entre-deux que peuvent surgir les monstres. Soyons extrêmement vigilants.

Le 27 mai est la journée nationale de la Résistance, qui est marquée par la création du Conseil national de la Résistance. A cette occasion sera organisée par le Président de la République la panthéonisation de Germaine Tillon, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Pierre Brossolette et de Jean Zay, Le Parti communiste français rend hommage à ces personnalités. Il invite le Président de la République française à ne pas oublier les femmes et les hommes communistes qui comptèrent dans ses rangs des milliers de résistantes et résistants dont de nombreuses grandes figures.

Nous appelons nos militantes et militants, les citoyennes et citoyens, à organiser devant la place de la mairie, au cimetière, devant une plaque commémorative dans une rue, sur un monument... des cérémonies dans toute la France, pour rendre hommage aux résistantes et résistants qui ont combattu pour des jours heureux.

### **Une évolution politique dangereuse**

Aujourd'hui, comment caractériser la nature d'une crise politique qui s'aggrave ?

L'abstention est massive et se double d'un phénomène de non-inscription et de désinscription électorale chez les 18/35 ans. Une abstention qui concerne d'abord les quartiers populaires et la jeunesse. Une abstention qui touche plus fortement les femmes et les hommes de gauche, sidérés par la tournure prise par ce quinquennat, alors que la droite mobilise son électorat et que le FN poursuit sa progression et son implantation nationale. Pour un nombre croissant de personnes, la vie devient de plus en plus difficile. Les vies ne vont pas bien. Il y a bien longtemps que pour beaucoup, la politique a disparu de l'horizon, tandis que d'autres viennent de basculer lors des derniers scrutins dans ce premier parti de France, celui des abstentionnistes. Quand ils sortent du bois pour retourner aux urnes, c'est parfois pour choisir un bulletin différent de celui de la famille politique à laquelle ils s'identifiaient avant de désertier l'isoloir. Pour tous, le système politique est impuissant. Mesurons combien cette réalité, et plus particulièrement l'abstention massive des 18/35 ans, constitue un obstacle majeur à un changement progressiste.

La droitisation du paysage politique – et non de l'ensemble de la société, j'y reviendrai – est une

autre réalité. L'ensemble des droites, du Modem aux divers droite en passant par l'UDI et l'UMP, avec 38 % des exprimés ne progresse pas par rapport aux élections cantonales de 2008 et 2011 où elles rassemblaient 40 % des suffrages. Mais grâce à l'affaïssement du PS et à un très bon report des voix de l'électorat FN au second tour, les droites sont, comme aux municipales de 2014, les grands vainqueurs de cette élection en termes de sièges, passant de 1 676 conseillers généraux à 2 336 conseillers départementaux, et gagnant en métropole 25 présidences de départements. On revient ainsi à la situation antérieure à celle de 1998. Ce qui aura des conséquences très négatives pour les populations de ces territoires. Le FN, en obtenant presque 26 % des suffrages exprimés en France métropolitaine est en forte progression par rapport aux précédentes cantonales et consolide son score des européennes. Contrairement à Manuel Valls, nous n'éprouvons donc aucune forme de soulagement au prétexte que le FN se situe en deçà des prévisions des instituts de sondage.

Pour la première fois, le FN avait des candidates et candidats dans la quasi-totalité des cantons. La part des électeurs de droite prête à voter FN au second tour progresse de scrutin en scrutin. Au-delà de ses fondements racistes, sécuritaires et xénophobes, le FN se nourrit des peurs et des divisions du peuple et, plus que toute autre chose, de l'absence de politique et de projet progressiste politiquement crédible en réponse aux crises et aux grands bouleversements qui travaillent la société. Comment mieux combattre le FN ? Oui, en faisant la vérité sur son programme, en le débusquant derrière une pseudo "dédiabolisation", car les saillies de Jean-Marie Le Pen ne sont pas seules en cause : des dizaines de candidat de ce parti se sont vautrés dans l'ignominie raciste, antisémite, homophobe et haineuse. Oui, en continuant à en dessiner le vrai visage avec une Marine le Pen qui vient de s'exprimer contre le Smic, dont le soutien à Syriza face à la Commission européenne n'a pas tenu plus de 48 heures et dont le représentant au conseil municipal du Mans vient de demander la suppression des subventions municipales au planning familial. Mais il nous faut exprimer plus fortement une évidence. Seul un changement de politique permettra de dégonfler le FN. Quand l'égalité sera au cœur des politiques nationales et publiques, alors les questions d'identité et de sécurité seront moins prégnantes et le FN moins influent. L'arme qu'il faut utiliser pour combattre le FN, c'est de donner l'espoir d'une vie meilleure.

Le total des forces de gauche - FG, EELV, PS, PRG et DVG - ne rassemble au premier tour que 36,5 % des exprimés, alors que pour les dernières élections de ce type, il s'élevait à 48,2 %. Ce qui vient quelque peu doucher les analyses de la direction du PS attribuant la perte des sièges et

des départements à la "désunion de la gauche" au 1<sup>er</sup> tour. D'autant que lorsque l'on regarde de plus près les 564 cantons où la gauche est éliminée du 2<sup>e</sup> tour, dans 304 d'entre eux, le total des voix de gauche est inférieur à celui de la droite comme du FN. Dans les autres cas, si on enlève les cas où le rapport droite/gauche est très défavorable à la gauche, on ne compte au final qu'une centaine de cantons où un ballottage qui aurait été incertain. La réalité, n'en déplaise aux éléments de langage du PS qui ont tourné en boucle, est que la défaite s'explique par le dégoût et le rejet provoqués par la politique menée depuis le printemps 2012. La défaite des socialistes, qui perd un tiers de ces élus, est d'autant plus sévère que le PS avait découpé sur mesure tous les cantons et qu'il voulait utiliser cette nouvelle carte cantonale et le nouveau mode de scrutin pour des unions forcées avec les autres forces de gauche. La politique qu'il soutient nationalement l'isole.

EELV s'est présentée à ces élections dans des configurations d'alliances très diverses : binômes avec des composantes du FG, avec le PS, en autonomie. Ces différents binômes voisinaient parfois sur un même département, alors que, dans d'autres territoires, il y avait un accord global, y compris programmatique, soit avec les forces du FG soit avec le PS. L'ensemble des binômes où EELV avait au moins un titulaire rassemble 5,08 %.

Le Front de gauche (FG), toutes composantes et alliances de binômes confondues, totalise 9,46 % des exprimés sur la France métropolitaine en étant présent dans 76% des cantons. Ce chiffre marque une légère progression (0,6 %) sur les 8,8 % réalisés par le PCF et le FG lors des élections cantonales de 2008/2011. Sur la base des seuls cantons où le FG était présent, il réalise 11,69 % des exprimés. Sur les cantons où était présent un binôme FG et EELV, ces binômes mixtes totalisent un score moyen de 13 %. Le FG, par rapport aux dernières cantonales, progresse dans 60 départements. Le redécoupage des cantons rend difficile les comparaisons entre le vote du 22 mars et les cantonales précédentes. On peut cependant constater que le FG se développe sur de nouveaux territoires tout en se consolidant sur les terres de fortes influences du PCF, même si le contrecoup des pertes aux municipales de 2014 s'est fait sentir dans certaines communes. Le FG obtient 176 conseillers départementaux, dont 166 PCF et apparentés. Certes, cela représente une perte par rapport aux 227 conseillers généraux sortants. Malgré de bons scores au premier tour, les redécoupages rendaient très difficiles l'élection dans des départements comme la Gironde, la Corrèze, le Loiret, la Sarthe, l'Indre-et-Loire, sans parler du Rhône où les trois cantons communistes ont disparu dans la métropole. Au 2<sup>e</sup> tour, les binômes auxquels nous participions ont remporté l'élection dans 74 % des cas, ce chiffre monte à 93 % lorsqu'il s'agit de

duel contre le FN. Le FG et le PCF ont été au 2<sup>e</sup> tour de bien meilleurs rassembleurs de l'électorat de gauche que le PS. Le PCF et le FG font mieux que résister. Mais ce résultat est loin d'être à la hauteur des enjeux de la situation politique.

Au final, ces élections départementales confirment et consolident le sombre paysage politique qui s'est installé depuis l'élection de F. Hollande. Saluons quand même une nouvelle avancée pour la parité avec des assemblées départementales qui changent de visage. Ce qui ne sera pas le cas pour les postes de président des exécutifs avec seulement 10 présidentes.

Aujourd'hui, l'idée de l'exécutif, qui est aussi celle des institutions européennes, on a pu le vérifier concernant la Grèce et la victoire de Syriza, est que les réformes libérales doivent se poursuivre quoi qu'il en coûte, indépendamment des consultations électorales et des résultats du suffrage universel. L'austérité n'aime pas la démocratie ; la démocratie n'aime pas l'austérité. Le tripartisme vient très confortablement prendre sa place dans ce dispositif avec un pôle social-libéral autour de l'orientation actuelle du PS et de l'exécutif, un pôle de la droite libérale traditionnelle unissant l'UMP et l'UDI et un pôle national populiste incarné par un FN jouant le rôle d'une pseudo contestation du système pour y intégrer les mécontentements et les colères. On se souvient d'un rapport de Terra Nova en 2011 intitulé « Gauche : quelle majorité pour 2012 » qui préconisait l'abandon des classes populaires, présentées comme irrécupérables, vouées à l'abstention et au FN. Ce tripartisme, ou pour être plus précis cette tri-polarité, est une véritable tentative de verrouillage de toute alternative à gauche. Elle implique de fait, on l'a vu lors de la campagne électorale, de mettre le Front national au cœur du débat politique. Manuel Valls et la direction socialiste espère ainsi, en agitant le danger de la droite et de l'extrême droite, éviter tout débat sur l'échec de sa politique et, au final, permettre la réélection de François Hollande en 2017. Un calcul politique dangereux, hasardeux, voire improbable, tant sont grandes les désillusions des électeurs de gauche et les souffrances des classes populaires et des salariés. Cadenasser ainsi toute perspective à gauche est le plus beau cadeau fait à Marine Le Pen et à la droite, une porte grande ouverte pour s'emparer du pouvoir, ensemble ou chacun pour son compte.

Et ce calcul politicien et périlleux explique pourquoi le problème principal posé à la direction du PS est de nettoyer tout ce qui se trouve à sa gauche dans le PS et hors du PS pour être en mesure d'accéder au second tour de la présidentielle. Il fait le pari de la division du peuple de France, de l'incapacité du mouvement social à se politiser à l'image de la Grèce ou de l'Espagne. Il fait également abstraction de la lourde tendance à la porosité entre l'électorat de droite et celui du

FN. Ce qui pourrait donner la victoire à Marine Le Pen. Cette éventualité existe aujourd'hui.

### **Une gauche qui se cherche, un exécutif qui s'entête**

Cette recomposition politique prend place par défaut et dans un climat de très grande confusion idéologique, un grand bazar dans les têtes, avec des pertes de repères, de sens. Combien de celles et ceux que nous rencontrons, avec qui nous discutons, questionnent aujourd'hui la notion même de « gauche », s'interroge et nous le disent sans détour sur ce qu'est la gauche aujourd'hui. Ils ne sont d'ailleurs en rien coupables de cela. Quand les alternances droite/gauche se suivent, sans que la vie quotidienne ne s'améliore ; quand, après dix ans de droite dont cinq ans de sarkozysme, l'élection de F. Hollande annonce un changement de gauche qui ne se produit pas, alors comment considérer la gauche, et pas uniquement la gauche gouvernementale ? Toute la gauche est emportée. Nous avons tous des souvenirs, des anecdotes de campagne. J'en livre une qui m'a marqué. J'ai demandé à une femme, agent d'une collectivité territoriale, catégorie C, qui élève sa fille seule et qui a pris un 80 %, ce qu'elle attendait de la gauche. Sa réponse : « Avec Hollande, je ne vois pas d'amélioration par rapport à avant... Avec la droite, c'était aussi compliqué que maintenant. Mais je n'ai pas la tête à tout ça, j'essaye de m'en sortir et je n'ai pas de temps pour penser à la gauche. » Une gauche qui ne parle plus ni à sa vie, ni à son imaginaire. Il y a des millions de personnes qui vivent cette situation et qui ne s'autorisent plus à penser et à imaginer une autre vie. C'est aussi cela l'austérité, elle ne fait pas que casser les existences et les territoires, elle est aussi dévoreuse de rêves. « Rien n'est aussi menacé que l'espérance », disait Saint-Exupéry. Si la droite et le FN sont en position de force, c'est par défaut de réponses, de solutions, de résultats et de perspectives incarnés par la gauche.

Malgré ces aspirations et les défaites électorales qui se suivent et s'amplifient depuis 2012, l'entêtement libéral de l'exécutif se poursuit. Hollande, Valls et Macron sont les trois singes de cette caricature démocratique qui consiste à ne rien dire, à ne rien voir et à ne rien entendre du niveau inégal de souffrances, de mécontentements et de désespérance provoqués. Avant le vote, ils ont assumé crânement la poursuite d'une orientation pro-Medef et pro-Merkel, qui n'est pas celle qui avait été annoncée lors de la campagne présidentielle par le candidat Hollande, qui allonge la trop longue liste des promesses non tenues et qui provoque une défiance maximale dans la parole publique et politique. Après le vote, ils ne tirent aucun enseignement de la grève des urnes et de cette nouvelle débâcle. Les annonces de mercredi après le Conseil des

6

ministres vont dans la mauvaise direction sur l'investissement, pourtant essentiel pour une reprise économique et le redressement du pays. La relance de l'investissement doit se faire en lien avec des objectifs clairs, suivis et contrôlés, en terme d'emplois et de formation et avec des carnets de commandes qui se remplissent et donc avec une augmentation du pouvoir d'achat. Une nouvelle fois, le gouvernement décide d'un allègement de la fiscalité avec 2,5 milliards de plus pour les entreprises. A ce méga euro-million, le patronat gagne à chaque tirage, même s'il se fait un peu gratter l'oreille par le Premier ministre qui juge que le « compte n'y est pas » en termes de contreparties au pacte de responsabilité. Il s'agit en fait d'un immense fiasco que résume le théorème de Macron, que les communistes ont distribué hier, lors de la manifestation : « Les profits d'aujourd'hui sont les dividendes de demain et l'évasion fiscale d'après-demain. »

Quant aux annonces en direction des collectivités territoriales, l'avance de la TVA sur les investissements publics locaux ne règle en rien les conséquences des 28 milliards d'euros de saignée budgétaire dans les dotations de l'État avec comme première conséquence la chute de l'investissement local, moins de services publics et d'équipements de proximité et un formidable appel d'air pour le privé.

Il existe aujourd'hui au sommet de l'Etat une énorme illusion sur la reprise de la croissance. On connaît malheureusement, depuis 2012, la manière dont les prophéties présidentielles se fracassent sur le réel. Ce frémissement qui, à en croire l'exécutif, pourrait se traduire par une croissance de 1,5 % à la fin de l'année est précaire, contradictoire et surtout très pauvre en emplois créés. La vérité, c'est que les processus en cours à l'échelle mondiale et européenne, avec, de nouveaux, des comportements irresponsables des marchés financiers, peut se conclure par une prochaine crise du système bien plus grave et ravageuse que celle de 2008.

La France souffre. Le chômage de masse poursuit sa terrible progression, mois après mois, et la dernière note de conjoncture de l'INSEE en dit long sur l'échec de la politique du gouvernement.

### **De réelles disponibilités pour prendre une autre direction**

Il demeure dans le pays une grande disponibilité pour autre chose. Des millions de personnes cherchent à vivre mieux, à travailler autrement, à ne plus subir des privations et des frustrations. Le monde du travail voit bien que le modèle actuel est à bout de souffle, qu'il mène à des difficultés plus grandes encore. Les classes moyennes, frappées par l'austérité, vivent avec la

peur du déclassement. Cette disponibilité s'exprime, en partie, dans nos résultats aux élections départementales. Les citoyennes et citoyens de notre pays cherchent, tâtonnent. Il peut y avoir de l'irrationalité dans leurs comportements électoraux. Ils cherchent d'ailleurs le plus souvent en dehors de la politique.

Discutons et débattons de cette complexité, de ces contradictions. L'opinion publique est l'objet d'une guerre d'idées ravageuse. On la présente volontiers renfermée, déprimée, crispée. Et c'est vrai que la dureté de la vie pousse souvent au chacun pour soi, au repli identitaire, à la défiance, à la recherche de boucs émissaires. Le débat politique et citoyen en est rendu plus difficile, nos militants en font quotidiennement l'expérience. Mais une évidente droitisation de la vie politique ne résume pas l'état du peuple et de la société. La majorité des gens est bien plus préoccupée par les questions économiques et sociales que par les leitmotivs sécuritaires ou identitaires. Même échaudée, cette opinion publique exprime dans nombre d'enquêtes récentes son envie de changement. Le refus des inégalités demeure massif, les valeurs de combativité et de justice ont la cote. Idem pour l'envie de réformer en profondeur le capitalisme. Quand les priorités s'expriment, elles sont claires : priorité à la lutte contre le chômage, priorité au pouvoir d'achat et critique massive de l'argent-roi. On les voudrait libéraux mais ils sont attachés à l'Etat social, aux services publics dans les secteurs clés, au système de Sécurité sociale dont nous allons fêter le 70<sup>e</sup> anniversaire et qui demeure un choix de société moderne. On les voudrait dans l'attente d'autorité, mais ils se montrent désireux d'échange, de débat, de participation démocratique dès lors que leur avis est réellement pris en compte, qu'ils sont considérés et écoutés. La mise en condition de l'opinion est considérable, de puissantes forces agissent pour reconfigurer l'imaginaire collectif. Ces pressions accompagnées de la désespérance ambiante ne sont pas sans résultats, on le mesure aussi dans les dernières élections. En même temps, l'imaginaire français repose sur un socle puissant, la réaction populaire aux attentats terroriste de janvier en a fait une magnifique démonstration. Les idées de liberté, d'égalité et de fraternité restent les meilleurs antidotes à l'intolérance, l'injustice et le sectarisme. Plus que le vivre-ensemble, comment faire société-ensemble pour une émancipation humaine ?

Une question se pose alors : comment arriver, dans les conditions actuelles, à ouvrir une perspective de gauche en rupture avec le projet Hollande/Valls/Macron ? Parlons des luttes et des ripostes, des idées et des solutions, du rassemblement majoritaire à gauche pour leur mise en œuvre.

Parlons-en parce que nous proposons que le Conseil national prenne l'initiative d'interpeller toutes les forces de transformation, politiques, syndicales, associatives : Comment ensemble



faire émerger des réponses de gauche, des réponses de progrès, des réponses favorables aux classes populaires, aux salariés, des réponses en alternative à l'austérité ? Comment agir ensemble pour que ces solutions l'emportent ?

### **La question des luttes et des ripostes reste essentielle**

La journée d'actions et de mobilisations intersyndicales et interprofessionnelles de mercredi, avec 120 000 personnes à Paris et près de 300 000 dans les 80 rassemblements en province, marque le retour d'un mouvement social d'ampleur. Le succès de cette journée, à l'initiative de la CGT, de FO, de Solidaires et de la FSU, pour permettre la création d'emplois en changeant de politique économique, garantir et promouvoir le service public, augmenter les salaires, est un point d'appui qui arrive au bon moment. Alors que la magnitude de cette journée sociale est très forte, les grands médias, eux, n'ont presque rien diffusé des défilés, rien dit des revendications, préférant passer en boucle la famille le Pen, les analyses des Philippot, Alliot, Collard, Gollnisch. Cela pose quand même un sérieux problème.

Les sujets de ripostes et de résistance ne manquent pas. Après son passage en force à l'Assemblée nationale avec l'utilisation du 49-3, la discussion sur le projet de loi Macron s'est engagée mardi au Sénat. Comme l'a précisé Pierre dans son intervention, cette discussion au Sénat va de nouveau permettre de questionner « le contenu et les objectifs du développement économique qui doivent être repensés pour impulser un nouveau modèle productif, social et écologique ». Notre groupe a déposé près de 500 amendements et, à chaque fois, comme cela a été fait à l'Assemblée, nos parlementaires proposeront, article par article, de poursuivre nos efforts d'opposition à la loi Macron, qui pose la question du choix de société et des alternatives. Le meeting unitaire de mardi à Japy, à l'initiative du Collectif 3A, a donné à voir l'arc de rassemblement, très large, politique, syndical et associatif pour refuser ces régressions et cette impasse.

D'autres sujets sont d'ores et déjà inscrits à l'agenda des luttes et de la contestation des projets gouvernementaux. Je pense notamment à l'enjeu fondamental des offensives contre le contrat de travail et la représentativité des salariés. Le projet de loi Rebsamen, qui sera présenté le 22 avril en Conseil des ministres, présente des dangers contre les droits sociaux et syndicaux avec des reculs sur la représentation des salariés à l'entreprise. Une nouvelle fois, le Medef inspire la politique du gouvernement qui ferait mieux de se tourner vers les syndicats. Les brins de muguet

des communistes le 1<sup>er</sup> Mai symboliseront notre attachement aux conquêtes sociales et notre combativité, notre solidarité, pour les défendre. Prenons des dispositions dans nos départements pour la mobilisation des communistes dans les cortèges d'un 1<sup>er</sup> Mai qui se tiendra dans une actualité politique et sociale très chargée.

La situation dans les services publics se dégrade à une très grande vitesse.

Notre Conseil national exprime son soutien aux salariés de Radio France qui entament aujourd'hui leur 23<sup>e</sup> jour de grève, la plus longue dans l'histoire du groupe public. Si le déblocage des 80 millions pour financer les travaux de la Maison ronde est une bonne chose, cela reste largement insuffisant pour permettre le maintien et le développement des missions du service public radiophonique. Le jeu de billard a trop duré. L'Etat vient de nommer un médiateur. Les personnels et l'emploi ne sont pas une variable d'ajustement pour faire passer une austérité qui s'accompagne d'un désengagement inacceptable de l'État.

D'autres secteurs publics vivent des conditions de plus en plus dégradées, comme à la SNCF, La Poste. C'est aussi le cas dans le domaine de la santé, de la fonction publique hospitalière. Le massacre programmé dans les hôpitaux avec la suppression de 22 000 postes par an sur les trois prochaines années doit nous faire prendre des initiatives fortes en soutien aux personnels en lutte et aux usagers. Dans un contexte d'annonces de fermetures de classes pour la prochaine rentrée scolaire, avec des mobilisations d'enseignants et de parents d'élèves, nous sommes à l'initiative, le 23 mai prochain au lycée Diderot à Paris, d'une rencontre nationale des acteurs de l'école et de l'éducation. L'enseignement supérieur et la recherche subissent eux aussi les conséquences de l'austérité budgétaire.

La journée de la convergence nationale des comités de défense des services publics organisée les 13 et 14 juin prochains à Guéret est un rendez-vous à inscrire à nos agendas. Nous proposons l'organisation d'une semaine d'initiatives pour la défense et le développement des services publics partout dans le pays, la semaine avant le rendez-vous de Guéret. Une affiche et un tract seront mis à disposition pour animer cette semaine où nous pourrons, à l'échelle de nos territoires, sensibiliser sur un service public attaqué par les orientations politiques au niveau national et européen.

Les batailles pour la défense de l'emploi sont nombreuses. Le groupe Vivarte (La Halle) vient d'annoncer la suppression de 1 655 postes. Son ancien PDG, Marc Lelandais, a quitté ses fonctions fin octobre 2014, après deux ans à la direction du groupe, avec 3,075 millions d'euros en poche. Un groupe qui a reçu un bien joli chèque du trésor public d'un montant de 15 millions d'euros au titre du CICE. La liste des entreprises qui, pour engraisser les actionnaires, massacrent

l'emploi, s'allonge jour après jour. La liquidation de MoryGlobal va frapper 2200 postes et autant de familles. Organisons partout et systématiquement des solidarités concrètes auprès des salariés dont les emplois sont menacés.

Sur cette question de notre soutien aux luttes et aux ripostes, nous devons avoir le courage d'une évaluation critique de nos pratiques et de notre activité réelle.

Pierre a entamé son tour de France avec les premières étapes régionales. On peut déjà en tirer quelques enseignements. En réponse à celles et ceux qui se mobilisent, avec de très nombreuses initiatives qui se mènent hors du champ politique, et parfois dans un espace éloigné de nos propres représentations, de notre culture politique, notre discours, nos propositions ne sont-ils pas trop normés, parfois trop plaqués et stéréotypés ? Apportent-ils des réponses qui correspondent à ce qui s'exprime à partir de l'intelligence du réel, de la complexité de cette réalité ? On le sait, la forme parti est attaqué et, avec elle, au final, tout le système de représentation. Il nous faut y répondre avec une réflexion sur nos pratiques et nos initiatives. On a un beau travail devant nous pour être plus réactifs, en agissant avec des solidarités concrètes, des batailles d'idées et des luttes. Cette question se pose aussi dans notre manière d'envisager les problématiques de la jeunesse dont le présent et l'avenir n'ont jamais été autant attaqués avec une précarisation qui résume à elle seule l'état de notre société. Avec le Mouvement jeunes communistes, prenons des initiatives pour faire rapidement grandir un débat national sur la situation des jeunes. Le millier de jeunes en tête du cortège syndical hier à Paris a adressé un signal fort. Il nous faut y répondre.

Avant d'aborder les enjeux européens, permettez-moi une dernière réflexion sur les luttes. Nous ne pouvons mener cette résistance nécessaire en étant le dos au mur, toujours condamnés à défendre des acquis en recul. Résister, c'est aussi proposer de grandes réformes et mesures positives, qui mettent en cause la politique libérale, celle du capital. Il faut aujourd'hui une hausse massive des salaires, du SMIC, des pensions. Il faut ouvrir le droit à une retraite pleine et entière à 60 ans. Il faut, comme l'a fait le secrétaire général de la CGT, mettre sur la table le débat sur les 32 heures, développer la Sécurité sociale et les droits nouveaux des salariés. C'est une condition pour mener le débat frontal avec le Medef, mobiliser les espoirs du monde du travail, associer les syndicats à la recherche d'alternatives.

La Grèce est l'objet d'une énorme bataille politique et idéologique. Le bras de fer entre le nouveau gouvernement de la Grèce après la victoire de Syriza le 25 janvier et les instances européennes n'est pas uniquement une question grecque mais une question européenne et française qui porte sur la question de l'alternative politique à l'austérité et la crédibilité d'une

réponse de gauche, en Grèce et dans l'Europe tout entière. Médiatiquement, le traitement de feuilleton veut laisser croire à un choix à deux entrées : soit la sortie de l'Europe comme le propose le FN, soit rester et se plier aux traités européens actuels, au chantage, à l'asphyxie financière pouvant aller jusqu'à obliger le gouvernement Tsipras à renoncer aux engagements pris devant le peuple grec. Il y a donc, dans cette tension, l'idée que la démocratie, le résultat du suffrage universel ne pèse rien face aux dogmes austéritaires de l'Union européenne dans ses orientations actuelles. Nous devons nous hisser au niveau de la bataille de solidarité avec le peuple et le gouvernement grecs.

La Grèce ne veut pas sortir de l'euro ou quitter l'Union européenne. Syriza veut mettre en œuvre une politique différente dans le cadre même de l'UE. Il y a donc un enjeu très important à faire connaître et à valoriser les avancées sociales votées en Grèce. Depuis l'adoption de la première loi humanitaire, 300 000 familles peuvent désormais bénéficier d'une aide alimentaire et ont accès à l'électricité. 30 000 foyers reçoivent une aide au logement. Le forfait hospitalier va être supprimé. Autant de mesures qui peuvent faire écho et avoir du sens dans la population française. Dans un rapport extrêmement défavorable, le gouvernement grec a imposé la négociation et le respect et des choix de son peuple. C'est le retour de la politique négociée entre partenaires et une remise en cause profonde de la troïka. C'est la victoire de la démocratie. Le niveau de soutien du gouvernement grec dans son pays demeure très élevé. Mais ce qui est aujourd'hui déterminant, c'est le niveau de soutien qu'il obtiendra en Europe. En France, un collectif national « Avec les Grecs », composé de forces politiques de gauche, du mouvement social et associatif, se réunit depuis début janvier. Les analyses peuvent diverger sur l'état des négociations mais nous sommes unis pour dire que la meilleure façon d'aider les Grecs est de lutter contre l'austérité en France.

Le 14 mars dernier, Pierre Laurent, lors du conseil des présidents du PGE à Athènes, avec Alexis Tsipras, a proposé de lancer une nouvelle dynamique politique européenne avec le projet d'une alliance de toutes les forces anti-austérité. C'est à cela que va servir le Forum européen des alternatives les 30 et 31 mai prochains à Paris, place de la République. Il doit être un temps fort de notre solidarité au peuple grec et, plus généralement, à l'ensemble des peuples européens.

Nous proposons de rassembler les forces européennes, politiques, sociales, syndicales, intellectuelles, citoyennes pour débattre et construire ensemble les axes de propositions pour une nouvelle Europe. Près de 2 000 invités, dont une grande partie d'Européens, participeront à trois grandes plénières, une trentaine d'ateliers thématiques avec un grand concert, le samedi soir, intitulé "Peuples debout !" La réussite de ce forum va nécessiter une très forte mobilisation et implication militante de notre organisation. Je complète ce panorama européen en rappelant les

gros enjeux autour de la négociation qui se poursuit entre l'Europe et les Etats-Unis sur le grand marché transatlantique, la crise ukrainienne et les tensions qu'elle envenime entre l'UE, les Etats-Unis et la Russie. Sans oublier la mobilisation européenne des acteurs culturels. On peut l'accompagner et lui donner de la force.

### **Construire des réponses et des solutions dans le rassemblement populaire**

Ces luttes sont parties prenantes de la recherche de perspectives, elles sont une invitation forte aux débats sur le sens de la société que nous voulons et sur les solutions. « On a déjà pensé à tout, le problème est d'y penser de nouveau », écrivait Goethe.

Nous sommes confrontés à ces deux questions. Beaucoup de citoyennes et de citoyens, qui espèrent une perspective à gauche et qui doutent, voudraient pouvoir nous identifier sur des contenus précis. Sur des mesures d'urgence, qui peuvent d'ailleurs être des mesures structurelles. Un exemple : de partout monte la question du rôle des banques, du crédit, des financements. Ce sont des sujets concrets auxquels il nous faut répondre concrètement. C'est ce que nous portons avec la campagne « Je rêve d'une banque qui... » que nous proposons de démultiplier, sous la forme d'initiatives diverses, dans le pays.

Les solutions pour le redressement du pays, pour une relance économique et sociale n'ont pas besoin d'incantation mais d'une offre politique claire et précise. Retravaillons l'idée des processus, l'idée de réformes progressistes. Nous donnons trop souvent l'image de distribuer des bons et des mauvais points, surtout des mauvais. A quelles conditions, pour nous, les choses deviennent possibles ? Il n'est pas question ici d'en rabattre sur les contenus. Bien au contraire, la période invite plutôt à des ruptures claires avec tout ce qui échoue et il faut mettre sur la table nos propositions. « La sagesse, c'est d'avoir des rêves suffisamment grands pour ne pas les perdre de vue lorsqu'on les poursuit » (Oscar Wilde). Nous invitons au débat sur l'alternative. Le fait de dire où nous en sommes, comme vient de le faire le collectif socialiste "Vive la gauche", est une condition pour que ce débat se mène, se développe et s'aiguise sur les moyens à mobiliser pour une politique de gauche dans les conditions actuelles.

Nous préparons un texte qui sera présenté lors d'une réunion nationale le 20 mai avec les membres du CN, les parlementaires, les secrétaires fédéraux, les membres du comité du Projet, des collaborateurs, des élus. Le comité du Projet travaille à la rédaction de ce texte qui présentera

d'abord les grandes questions d'avenir, les enjeux de la période et les priorités essentielles pour sortir de la crise politique et de l'austérité. Une seconde partie traitera des mesures immédiates pour répondre aux urgences sociales et écologiques. Trois critères ont été retenus : que ces propositions fassent rassemblement dans le peuple de gauche; quelles paraissent crédibles et soient mobilisatrices pour mener des batailles d'idées, de sens; qu'elles permettent des ruptures avec les politiques libérales.

Cette contribution du PCF fera l'objet d'une brochure puis de débats et de rencontres dans le pays avec une convention nationale du projet au premier semestre 2016 avant notre prochain Congrès.

Avec quelle stratégie de rassemblement ? Ce sujet peut aujourd'hui susciter des questionnements, des doutes, des réflexions où tout se mêle : l'urgence d'ouvrir une brèche, les difficultés à s'y engager résolument. Comment libérer nos initiatives de rassemblement ? Il nous faut là aussi une évaluation critique de nos résultats. Si nous sommes encore loin de l'émergence d'une nouvelle gauche lors des élections départementales, nous ne devons pas sous-estimer, dans un contexte difficile, les résultats obtenus qui sont un point d'appui. Regardons de près les expériences positives dans de nombreux cantons. Elles sont souvent le fruit d'initiatives en lien direct avec les populations, sur des sujets qui touchent et intéressent la vie quotidienne, l'avenir des territoires. On doit vraiment se confronter à la question de notre rapport aux gens, à la question de la construction politique pour un véritable rassemblement populaire. Comme y invite le journal *l'Humanité*, « déverrouillons la politique ! » Les premières contributions publiées demandent à retisser un nouveau rapport à la politique avec de nouvelles manières de la pratiquer.

C'est un immense défi politique qui va se poser dans les prochaines semaines avec la préparation des élections régionales. On confond trop souvent la question d'un large rassemblement populaire, indispensable pour dégager le chemin d'une alternative, et celle des alliances politiques lors des élections qui tiennent compte des modes de scrutins. Fixons-nous l'objectif d'un travail beaucoup plus large et plus intense, en utilisant les forces de notre collectif militant, pour échanger et construire avec plus de forces et de personnes. Cela pose très certainement des questions cruciales pour notre organisation, nos directions et nos adhérents. Une nouvelle fois, la campagne que nous venons de vivre a fait la démonstration de la richesse humaine dont nous disposons. Comment la faire fructifier ? Très certainement par une réflexion et des décisions en termes de formation et d'accompagnement. Nous avons encore trop de déperdition, des synergies internes trop souvent bloquées.

Questionner les chemins du rassemblement, c'est aussi évaluer la situation du Front de gauche. Il

est toujours un espace identifié par des millions de gens, certes abîmé, ayant perdu de son énergie positive, mais présent dans le paysage politique pour contester le tripartisme. Ce n'est pas rien, c'est un acquis précieux, quand bien même il n'a pas réussi à décoller pour ces élections départementales. Notre rassemblement s'est trop figé, il doit sans plus tarder retrouver un esprit de grande ouverture, tendre la main, prendre des initiatives en direction de toutes les forces de gauche disponibles pour faire du neuf. Il nous faut bannir tout ce qui entrave, tout ce qui rabougri cette coalition qui, trop souvent, donne nationalement plus le sentiment de se regarder le nombril que de s'occuper des affaires du pays. Alors que dans le même temps, localement, des militants du Front de gauche agissent et avancent. Sans attendre, car les choses s'accroissent autour de nous, l'actualité du Front de gauche doit être à une forme de revitalisation et de dépassement en s'ouvrant au maximum à de nouvelles forces. Des forces syndicales engagées sur le terrain des luttes, des forces associatives qui, au quotidien, agissent au plus près des populations, des réseaux citoyens et naturellement des forces politiques disponibles pour refonder une identité de gauche autour d'un certain nombre de valeurs et d'exigences. Si le Parti communiste n'engage pas cette démarche, personne ne le fera à notre place.

Notre Conseil national propose de prendre des initiatives pour franchir une étape dans le débat d'alternative à gauche. Nous proposons un débat public aux socialistes critiques. Regroupés dans « Vive la gauche », ils ont fait la proposition d'un « contrat de rassemblement », qui mérite un débat public. Nous avons des convergences sur de nombreux sujets et aussi des appréciations différentes sur le niveau des ruptures à opérer et aussi des désaccords. Alors que le débat d'orientation au sein d'EELV a marqué l'actualité des derniers jours, nous sommes disponibles pour un séminaire de travail portant sur la question d'un nouveau type de croissance.

Pierre va poursuivre son tour de France, avec des étapes en mai dans les régions Centre, Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin et Corse ; en juin en Franche-Comté, Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne et Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon ; en juillet en Auvergne-Rhône-Alpes puis en Ile-de-France. Autant de moment pour démultiplier les contacts et les échanges avec les forces vives de notre pays.

Nationalement, le processus engagé par les Chantiers d'espoir propose un espace avec un éventail très large. La réunion nationale de demain est une étape importante. Ces Chantiers sont constitués autour d'un appel qui est paru dans la presse en janvier tenant compte des événements tragiques de ce début d'année. Une première initiative a eu lieu à Paris en février. Depuis, à partir de l'appel national, de premières réunions ont eu lieu localement pour trouver les formes d'initiatives appropriées pour le faire vivre. Demain, des rencontres auront lieu dans plus d'une

vingtaine de villes.

Bref, pour nous, tout ce qui peut être proposé pour faire vivre le débat et le faire progresser dans la bonne direction doit être inscrit à l'agenda des prochaines semaines. L'objectif doit être un climat de travail, de respect des partenaires, d'innovation, d'initiatives, de confiance en notre capacité collective à construire un rassemblement qui peut s'élargir, grandir et gagner.

Concernant les prochaines élections régionales, c'est cette démarche qui doit nous mobiliser. Notre Conseil national doit lancer la préparation de cette échéance. Fixons-nous l'objectif d'aller le plus loin possible dans de nouvelles formes de rassemblement à gauche. Prenons, à l'échelle des nouvelles grandes régions, des contacts tous azimuts avec les forces de l'alternative à gauche. Avec quels objectifs ? Ne pas laisser les régions basculer à droite et prendre très au sérieux le risque FN au regard de son implantation et du mode de scrutin. Rassembler à gauche pour des pactes régionaux de progrès social, écologique et démocratique. Ouvrons le débat et réunissons les adhérents et les directions. Un conseil national sera convoqué à la mi-juin pour un premier bilan de ces débats et définir une orientation nationale. Les conférences régionales pourraient se tenir en juin et septembre. Débattons aujourd'hui de cette démarche et de ce calendrier.

Et 2017 ? Cette question est dans les têtes. L'UMP communique sur la prochaine organisation des primaires en novembre 2016. Le PS va tenir son congrès en juin puis se mettra en ordre de marche avec, très certainement, un remaniement gouvernemental donnant l'illusion d'un élargissement de la majorité autour de F. Hollande mais sans changement de politique. Marine Le Pen profite de la séquence médiatique l'opposant à son père pour peaufiner son image moderne et dédiabolisée.

Il nous faut commencer à discuter de cette échéance, du calendrier et de la méthode. Nous n'irons pas à la présidentielle derrière François Hollande sur l'orientation actuelle. Face à un danger immense de victoire de la droite, il faut créer les conditions d'une dynamique nouvelle porteuse d'une identité de gauche, forte et claire, attractive et crédible, et d'une candidature pour l'incarner à la hauteur des enjeux. Nous reviendrons dès la prochaine rentrée sur ces enjeux.

Pour conclure, les travaux de notre Conseil national doivent vraiment être centrés sur notre ambition et nos objectifs politiques. Ce rapport pose de nombreuses questions, avance des pistes, il appartient maintenant à notre direction nationale d'y répondre. Pas d'une manière abstraite. En partant d'une nouvelle situation politique, avec ses dangers et ses possibles, comment, par des initiatives concrètes nous mettre à la hauteur des défis du moment ?